



UNE POLITIQUE DE MENTEURS !

Depuis que le NON à la Constitution progresse et franchit la barre des 50 % dans les sondages, c'est l'affolement en haut lieu. Alors, les partisans du Oui s'énervent, qu'ils soient UMP ou dirigeants PS. Parce que sur l'Europe, les citoyens ne les croient pas et font leur propre jugement au lieu de suivre « la classe politique » qui se dit « moderne ».

OR, CE SONT VRAIMENT DE GROS MENTEURS !

Par exemple, sur la directive Bolkestein, qui permet le marché « libre » européen des entreprises de services, en adoptant les règles sociales du pays d'origine. Tout le monde dit : « Chirac s'est battu contre, la directive est repoussée ». Mais c'est faux : elle n'est que retardée, après le référendum (car ils ont peur). Mais son principe reste exactement le même : la mise en concurrence des acquis sociaux. On a entendu Mme Aubry dire froidement : cette directive serait impossible avec la Constitution. Incroyable mensonge ! Au contraire, si cette directive a été approuvée, par les commissaires UMP comme PS, c'est parce qu'elle était parfaitement dans la ligne de la Constitution, qui est d'autoriser le libre marché des capitaux, des services, des marchandises, des travailleurs et même de leurs droits.

Non seulement, ils mentent, mais ils sont hypocrites. Les dirigeants du pays nous disent qu'ils protègent le droit social à Bruxelles. Mais, en même temps, ici en France, ils adoptent au Parlement une loi qui permet, dans la Marine marchande, l'embauche de marins venus d'autres pays à des salaires de misère. Les marins ont fait grève contre cette loi qui menace leur profession. En fait, la même logique, dite « libérale », s'applique partout : dans le monde, en Europe, en France. C'est le dumping social pour empocher des bénéfices plus élevés. En Europe, « ils » veulent que cela soit inscrit dans la Constitution. Il faut dire NON !

RAFFARIN NOUS TROMPE AUSSI SUR LES SALAIRES !

Le Medef, la droite, le gouvernement, se sont mis ensemble pour dire : travaillez plus et vous gagnerez plus. Un mensonge grossier ! Surtout quand le chômage, loin de baisser, dépasse les 10 % : des millions de personnes voudraient travailler, et on ne leur propose que des emplois précaires.

Mensonge, aussi, quand on sait que, dans le commerce ou les services, alors que des femmes embauchées à temps partiel voudraient un horaire normal, on les paye à 800 euros par mois pour une disponibilité maximum aux heures de pointe !

Il y a aussi tromperie sur la marchandise quand Raffarin et Breton, le nouveau patron de Bercy, parlent de primes d'intéressement ou de participation. C'est au bon vouloir des patrons ! En tout cas, c'est bien le gouvernement qui a le pouvoir d'augmenter le SMIC, les minima sociaux à 1 500 euros.

La ficelle est grosse : pour détruire les 35 heures, ce gouvernement fait de la démagogie sur les salaires. Mais quand les salariés se mobilisent pour les salaires, il nous parle d'intéressement !

LA FRANCE DU CAC 40, L'EUROPE BOLKESTEIN, C'EST NON !

Quand on apprend que les entreprises du CAC 40 empochent 57 milliards d'euros de bénéfices, et qu'elles distribuent 3 ou 4 fois plus aux actionnaires qu'aux salariés, la preuve est faite que cette société marche sur la tête.

Nous avons fait grève et manifesté le 10 mars. Il faut une nouvelle journée de mobilisation syndicale unitaire ! Et puisqu'ils ne veulent rien entendre, reconduire la grève jusqu'à satisfaction.

Non aux menteurs !

Non à la Constitution Chirac-Hollande !

**Mobilisons-nous pour nos droits sociaux,
en France et en Europe !**

Le 29 mars 2005